

Paris, le 4 novembre 2009

L'Autorité des marchés financiers a constitué un groupe de travail sur les comités d'audit

En application de l'ordonnance du 8 décembre 2008, transposant la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, les sociétés cotées sur un marché réglementé doivent se doter d'un comité spécialisé agissant sous la responsabilité du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières.

Sans préjudice des compétences des organes chargés de l'administration, de la direction ou de la surveillance, ce comité est notamment chargé d'assurer le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Par ailleurs, la loi DDAC¹ du 3 juillet 2008 a étendu l'objet du rapport du président aux procédures de gestion des risques mises en place par la société, en détaillant, notamment, celles de ces procédures qui sont relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes sociaux et, le cas échéant, pour les comptes consolidés.

La nécessité d'avoir une interprétation claire des textes et d'en faciliter l'application, a conduit le Collège de l'AMF à constituer un groupe de travail chargé de rédiger un guide sur ces comités d'audit et de formuler des propositions d'adaptation du cadre de référence établi en 2007 par l'AMF sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

Ce groupe de travail est animé par Jean-François Lepetit et Olivier Poupert-Lafarge, membres du Collège de l'AMF. Il est composé, notamment, de représentants de sociétés cotées, d'experts et de membres d'organisations professionnelles dans les domaines concernés. Le groupe de travail qui a commencé ses travaux en octobre 2009, devra notamment :

- décliner de manière concrète les missions du comité d'audit, dans le respect de l'ordonnance, en donnant un éclairage sur la terminologie employée par celle-ci ;
- prévoir les adaptations nécessaires pour les valeurs moyennes et petites (« VaMPs ») ; et
- revenir sur la question du caractère évaluatif ou non du rapport du Président.

Les travaux du groupe qui seront soumis à consultation devraient être publiés à l'été 2010.

¹ Loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire, dite loi « DDAC » qui a modifié les articles L. 225-37 et L. 225-68 du code de commerce.

Composition du groupe de travail

Président : Jean-François Lepetit, membre du Collège de l'AMF

Vice Président : Olivier Poupart-Lafarge, membre du Collège de l'AMF

Membres du groupe de travail

- Pascale Besse, directeur administratif et financier, SOLUCOM
 - Marylène Boyer, directeur administratif et financier, THERMADOR GROUPE
 - Annie Bressac, ESCP-EAP, directeur de l'audit interne, FONDATION D'AUTEUIL
 - Aldo Cardoso, président des comités d'audit, IMERYS, RHODIA, et GDF-SUEZ
 - Philippe Christelle, directeur de l'audit interne, CAP GEMINI
 - Jean-Philippe Desmartin, analyste, ODDO
 - Sylvia Fonseca, directeur du contrôle interne, EIFFAGE
 - Sylvain de Forges, directeur Risques et Marchés, VEOLIA
 - Jacques Fournier, représentant du département APE, CNCC
 - Laurent Guillot, directeur financier, SAINT-GOBAIN
 - Philippe Jeunet, membre du comité exécutif en charge de la direction Audit et Risques, GDF-SUEZ
 - Dominique Laboureix, directeur de la surveillance générale du système bancaire, SGCB
 - Gérard Lancner, président, AMRAE
 - Loïc Le Berre, directeur général adjoint finance, GROUPE GORGE
 - Michel Léger, président, cabinet BDO
 - Xavier Maitrier, associé en charge du département « Amélioration de la performance, risques et contrôle interne », PWC
 - Patrice Marteau, président, ACTEO
 - Didier Martin, avocat, BREDIN PRAT
 - Charles Paris de Bollardière, président du comité d'audit, STERIA
 - Jean-Florent Rerolle, représentant de l'IFA
 - Philippe Santi, directeur général délégué, INTER PARFUMS
 - Patrick Sayer, président, EURAZEO
 - Louis Vaurs, délégué général, IFACI
 - Caroline Weber, directrice générale, MIDDLENEXT
-
- Daniel Barlow, représentant de la Chancellerie (DACS)
 - Emmanuel Susset, représentant de la direction générale du Trésor et de la politique économique